

L'économie à base associative

La transformation du marché

Formation des prix – Argent et système fiscal – Crédit

La façon de considérer l'évolution sociale moderne, comme j'ai tenté de l'expliquer hier, a donné naissance à ce que vous trouvez indiqué dans mon livre *Éléments fondamentaux*, à l'idée de triarticulation de l'organisation sociale. J'ai voulu que cette idée de triarticulation de l'organisme social soit absolument pratique pour la vie et ne comporte rien d'utopique. J'ai donc voulu d'emblée, pour la rédaction de mon livre, qu'on l'accepte avec un certain instinct pour les faits véritables, qu'on ne le juge pas sur la base de théories préconçues, de préjugés partisans. Toutefois, s'il est exact – et ce que j'ai exposé hier est certainement exact – que, dans les conditions de vie de l'homme, les faits sociaux sont peu à peu devenus tellement complexes qu'il est maintenant très difficile de s'en faire une idée d'ensemble, nous aurons besoin d'une méthode particulière pour discuter de ce qui aujourd'hui doit conduire à la volonté.

À l'évidence, l'homme a une certaine compréhension de cette complexité, il comprend plus ou moins les phénomènes économiques du milieu dans lequel il vit. Déjà, tout ce qui s'y passe dépend de tout le reste de l'économie et, aujourd'hui, non pas seulement de l'économie d'un pays, mais de l'économie mondiale. Là, l'individu en arrivera bien souvent dans la situation, évidente et compréhensible, de vouloir juger ce qui est nécessaire pour l'économie mondiale d'après ce qui se passe dans son environnement le plus proche. Et là, il fera fausse route. Quand on s'est familiarisé avec les exigences d'une pensée conforme à la réalité, on sait ce que signifie approcher les phénomènes du monde avec un certain instinct de réalité pour en arriver à certaines connaissances fondamentales, qui jouent alors dans la vie un rôle similaire à des connaissances scolaires fondamentales.

Voyez-vous, si l'on parlait de l'idée qu'il est nécessaire de connaître en détail toute la vie de l'économie pour en tirer les conclusions relatives à une volonté sociale, on n'en finirait jamais. Mais on ne s'en sortirait pas non plus si, par exemple, pour reconnaître la vérité du théorème de Pythagore, on devait passer en revue tous les points où il s'applique dans la vie technique. Si l'on s'approprie la vérité du théorème de Pythagore à partir de certains rapports intérieurs, on sait : il ne peut qu'être valable partout où il entre en ligne de compte. Dans la question sociale, on lutte aussi pour que la conscience reconnaisse comme vraies, par leur nature interne, certaines connaissances fondamentales. Et il suffit d'avoir le sens de la réalité pour s'apercevoir qu'elles s'appliquent partout où elles entrent en ligne de compte. De même, il faudrait comprendre mon livre à partir de sa nature intérieure, à partir de la nature intérieure de la situation sociale que j'expose, et ainsi, peut-être, à partir de l'idée générale de la triarticulation de l'organisme social. Mais j'essaierai dans ces conférences de montrer comment chaque phénomène de la vie sociale vient confirmer ce qui découle de cette idée de la triarticulation de l'organisme social, qui résulte des nécessités de vie du présent et du proche avenir de l'humanité.

Pour commencer, en guise d'introduction et avant d'aborder mon thème d'aujourd'hui, il me faut exposer simplement ce qu'est l'idée de base de cette triarticulation de l'organisme social. Nous avons conclu hier soir que notre vie sociale doit tirer ses exigences de trois racines fondamentales ; autrement dit, que la question sociale est une question d'esprit, une question d'État ou de droit, une question politique, et une question d'économie. Si l'on analyse l'évolution récente de l'humanité, on s'aperçoit que ces trois éléments – vie de l'esprit, vie de droit et d'État ou politique, vie de l'économie – ont fusionné peu à peu, jusqu'à aujourd'hui, en un ensemble chaotique, une unité, et que les dégâts sociaux actuels sont nés de cette fusion.

Si l'on comprend cela parfaitement – et ces conférences devraient permettre de bien le comprendre – on s'apercevra qu'à l'avenir, la vie, la vie publique, l'organisme social sera articulé en une administration autonome de l'esprit, c'est-à-dire de la vie publique de l'esprit en un système d'éducation et d'enseignement, en une administration autonome du politique, des rapports d'État, de droit, et en une administration pleinement autonome de la vie de l'économie.

Actuellement dans nos États, une administration unique englobe ces trois éléments de la vie et, quand on parle de triarticulation, les malentendus surgissent aussitôt. Les gens comprennent : il y en a un là qui veut une administration autonome pour la vie de l'esprit, une administration autonome pour la vie du droit, de l'État, pour la politique, et une administration autonome pour la vie de l'économie ; il réclame donc trois parlements, un parlement culturel, un parlement politique démocratique et un parlement économique. – Si l'on réclamait cela, on ne comprendrait absolument rien à l'idée de la triarticulation de l'organisme social, car cette idée de triarticulation veut justement prendre tout à fait au sérieux les exigences apparues dans l'histoire moderne de l'humanité. On peut exprimer ces trois exigences par trois mots qui sont toutefois déjà devenus des slogans ; mais si l'on dépasse ces slogans pour rencontrer la réalité, on se rend compte que ces mots contiennent trois impulsions historiques justifiées. Ces trois mots sont les impulsions vers la liberté de la vie humaine, l'impulsion vers la démocratie et l'impulsion vers une formation sociale de la communauté. Mais si l'on prend au sérieux ces trois exigences, on ne peut plus les mélanger, en faire une seule administration, car l'une gênera toujours l'autre. Celui qui, par exemple, prend au sérieux l'appel à la démocratie doit se dire : cette démocratie ne peut se manifester par une représentation du peuple ou par un référendum que quand chaque être humain majeur, égal à tous les autres êtres humains majeurs, peut décider par son jugement ce qui peut justement être décidé, sur une base démocratique, par la capacité de jugement de chaque homme majeur.

Comme le dit l'idée de la triarticulation de l'organisme social, il y a tout un domaine de vie, le domaine de la vie du droit, le domaine de la vie de l'État, le domaine des rapports politiques, dans lequel chaque homme majeur est appelé à se prononcer à partir de sa conscience démocratique. Mais, quand on prend ainsi la démocratie au sérieux et que l'on veut entièrement démocratiser la vie de l'État, on ne peut plus jamais attirer le domaine spirituel dans cette démocratie, ni attirer le cycle de la vie de l'économie dans cette administration démocratique.

Un parlement est tout à fait à sa place dans cette administration démocratique. Mais dans un tel parlement démocratique, on ne peut jamais décider ce qu'il faut réaliser sur la base de la vie de l'esprit, sur la base du système d'éducation et d'enseignement. Je voudrais évoquer aujourd'hui, à titre d'introduction, ce que j'aurai à exposer bien plus précisément dans la quatrième conférence : la triarticulation de l'organisme social aspire à une vie de l'esprit autonome, en particulier dans les affaires publiques, dans le système d'éducation et d'enseignement. Cela signifie qu'aucune prescription d'État ne devrait à l'avenir déterminer ce qui doit être enseigné et comment ; ceux qui au cœur de l'enseignement pratique, de l'éducation pratique, devraient aussi être les administrateurs du système d'éducation. Cela signifie que, du plus bas niveau d'école primaire jusqu'aux plus hauts niveaux, l'enseignant devrait être indépendant de tout autre pouvoir, étatique ou économique, pour ce qui est du quoi et du comment il devrait enseigner. Cela doit découler de ce qui est ressenti comme approprié pour la vie de l'esprit au sein de la collectivité spirituelle autonome elle-même. Et l'individu ne devrait pas être obligé de consacrer trop de temps à l'enseignement, au point de ne plus en avoir assez pour être coadministrateur non seulement de tout le système d'enseignement et d'éducation, mais aussi de toute la vie spirituelle.

J'essaierai de prouver dans la quatrième conférence que, par cette autonomie de la vie de l'esprit, la constitution spirituelle de l'homme sera placée sur une tout autre base et qu'il se produira aussitôt ce à quoi on s'attendrait le moins d'après les préjugés actuels. Par cette autonomie, la vie de l'esprit trouvera la force de vraiment intervenir fructueusement dans la vie de l'État et particulièrement dans la vie de l'économie. Intérieurement, une vie autonome de l'esprit ne sera pas une théorie

grisâtre, n'aboutira pas à des façons de voir scientifiques étrangères au monde, mais s'introduira en même temps dans la vie humaine de sorte que l'homme sera pénétré par cette vie de l'esprit autonome et non par des façons de voir spirituelles purement abstraites ; il sera pénétré par des connaissances qui lui permettront de faire ses preuves dans la vie économique. C'est justement par l'autonomie que la vie de l'esprit deviendra pratique. On peut donc dire : c'est la vie de l'esprit qui devra dominer la connaissance factuelle et l'application des connaissances factuelles, et non pas ce qui peut venir du jugement d'un homme majeur devenu capable de jugement. Il faut donc que l'administration de la vie de l'esprit sorte du parlementarisme. Quiconque croit qu'il devrait régner là un parlement démocratique ne comprend absolument pas la force d'entraînement que possède la triarticulation de l'organisme social.

Il en va de même dans la vie de l'économie. Mais la vie de l'économie a des racines indépendantes. Elle doit être administrée sur la base de ses propres conditions. Mais, je le répète, les individus majeurs ne peuvent pas juger démocratiquement de l'art et de la manière d'agir économiquement ; seul le peut celui qui travaille dans une branche de l'économie, qui a acquis les capacités pour cela, qui sait de quelle manière cette branche est reliée aux autres branches, comment elle dépend d'elles. Seules la compétence et la capacité professionnelles sont à même de générer quelque chose de fécond dans la vie de l'économie. Celle-ci devra donc être libérée d'un côté de l'État de droit, de l'autre de la vie de l'esprit. Elle devra reposer sur sa propre base.

Cela, ceux qui ont des idées socialistes ne le voient pas non plus aujourd'hui. Ils se représentent une forme que la vie de l'économie devrait adopter pour que, dans l'avenir de l'humanité, certains dégâts de nature sociale disparaissent. On a vu, et c'est facile à voir, que l'ordre économique reposant sur le capitalisme privé ont, ces derniers siècles, entraîné des dégâts évidents. Comment juge-t-on ? On se dit : le capitalisme privé est apparu et il a provoqué des dégâts, qui disparaîtront quand nous abolirons ce capitalisme, quand nous le remplacerons par l'économie collective. Ces dégâts sont dus au fait que certains propriétaires possèdent personnellement les moyens de production. Si donc les moyens de production ne sont plus la propriété de certains individus, mais qu'ils sont gérés par la collectivité, les dégâts disparaîtront.

Nous pouvons donc dire : les penseurs socialistes ont déjà acquis certaines connaissances, et il est intéressant de voir que ces connaissances sont déjà agissantes au sein de ces groupes. On y dit aujourd'hui qu'il faudrait gérer collectivement les moyens de production ou le capital, qui représente les moyens de production. Mais on a vu à quoi a abouti, par exemple, l'étatisation de certains moyens de production, l'étatisation de la Poste et des chemins de fer, etc., et on ne peut absolument pas dire que le fait que l'État soit devenu capitaliste ait évité les dégâts. Donc on ne peut pas étatiser. On ne peut pas non plus collectiviser. On ne peut pas arriver à quelque chose de fécond en créant des coopératives de consommation où se rassemblent des gens ayant besoin de consommer un quelconque article. Les gens qui règlent cette consommation et qui, de ce fait, veulent aussi régler la production des biens à consommer ne seront plus de simples consommateurs, mais se transformeront en tyrans de la production – ce qui est aussi l'avis des penseurs socialistes. On a donc déjà compris que l'étatisation et la collectivisation, tout comme l'administration par des coopératives de consommation, évoluent vers la tyrannie des consommateurs. Ceux qui produisent deviendraient entièrement dépendants de ceux qui consomment. Certains en arrivent ainsi à penser que l'on peut fonder une sorte de gestion collective qui serait assurée par des associations productives de travailleurs, des coopératives productives de travailleurs, où ceux-ci s'associeraient d'eux-mêmes et produiraient pour eux-mêmes, conformément à leurs opinions, à leurs principes.

Là encore, des penseurs socialistes se sont rendu compte que remplacer un seul capitaliste par un certain nombre de travailleurs produisant de manière capitaliste n'y change rien. Et ces travailleurs produisant de manière capitaliste ne sont pas non plus capables de faire autre chose que le capitaliste. On rejette donc aussi les coopératives productives de travailleurs.

Mais on n'est toujours pas satisfait, car on s'aperçoit que ces collectivités n'aboutiraient à rien de fécond à l'avenir. Il suffit d'imaginer que toute la société d'un État, d'un domaine économique fermé, pourrait devenir en quelque sorte une grande coopérative dans laquelle tous les participants seraient en même temps producteurs et consommateurs, si bien que ce ne serait pas l'individu qui, de lui-même, prendrait l'initiative de produire ceci ou cela pour la collectivité, mais que la collectivité donnerait les solutions quant à la façon de produire, de répartir ce qui serait à produire, etc. On veut donc mettre la grande coopérative, englobant consommation et production, à la place de la gestion économique privée de notre vie de l'économie moderne.

Si l'on regarde la réalité de plus près, on sait que, dans le fond, le passage au niveau supérieur, à celui de cette grande coopérative, est dû uniquement au fait qu'il est plus difficile de déceler ce qui est faux chez elle que de voir en détail ce qui ne va pas dans l'étatisation, dans la collectivisation, dans les coopératives productives de travailleurs, dans les coopératives de consommation. Dans ces dernières, il y a en quelque sorte moins de choses à voir. On voit plus facilement les erreurs que l'on fait quand on considère de telles institutions que dans une grande coopérative englobant un secteur entier de la société. En se concentrant sur ce qu'on veut faire, on ne se rend pas encore compte que les erreurs que l'on repère très bien en petit vont aussi apparaître en grand, mais on ne les repère pas parce qu'on n'est pas capable d'avoir une vue d'ensemble de la situation. C'est de cela qu'il s'agit. Et il faut comprendre sur quoi repose l'erreur fondamentale de toute cette pensée qui fait voile vers une grosse coopérative, qui est censée gérer elle-même l'ensemble de la consommation et l'ensemble de la production.

Comment pense-t-on en fait quand on veut réaliser une telle chose ? De nombreux programmes de partis qui apparaissent à l'heure actuelle nous montrent directement comment on pense. Comment apparaissent-ils, ces programmes ? On se dit : il y a là des branches de production qui doivent être gérées collectivement et qui, à leur tour, s'associeront à de plus grandes branches, à de plus grands secteurs de gestion. Et là il faudra à nouveau une centrale de gestion qui administrera le tout, et ainsi de suite vers le haut jusqu'au centre économique qui administrera la totalité de la consommation et de la production. À quelles pensées, à quelles représentations fait-on appel lorsqu'on veut articuler ainsi la vie de l'économie ? On fait appel à ce qu'on doit s'approprier dans la vie politique, à ce qui s'est développé dans l'histoire récente de l'humanité. Les hommes qui parlent aujourd'hui de programmes économiques ont pour la plupart fait leurs classes dans la vie purement politique. Ils ont participé à tout ce qui se joue dans les combats électoraux, ce qui se joue quand on est élu et que l'on doit représenter, dans une l'une ou l'autre représentation du peuple, ceux par lesquels on est élu. Ils ont connu les rapports par lesquels on arrive dans des positions administratives qui sont des positions politiques, et ainsi de suite. Ils ont d'une certaine façon appris à connaître le modèle de l'administration politique et ils veulent plaquer ce modèle d'administration politique sur le cycle de la vie de l'économie. Autrement dit, la vie de l'économie devrait être totalement politisée d'après de tels programmes, car on ne connaît que l'aspect politique de l'administration.

Ce dont on manque cruellement aujourd'hui, c'est de comprendre que ce modèle, une fois plaqué sur la vie de l'économie, lui est totalement étranger. Mais la plupart des gens qui aujourd'hui parlent de réformes, voire de révolutions de la vie de l'économie, sont au fond de purs politiciens qui partent d'une superstition : ils croient que ce qu'ils ont appris dans le champ politique s'appliquera aussi à l'administration de la vie de l'économie. Mais on ne pourra guérir notre cycle économique que lorsqu'on considérera et organisera cette vie de l'économie à partir de ses propres conditions.

Qu'exigent donc ces réformateurs économiques qui pensent comme des politiques ? Ils n'exigent rien de moins que la prise hiérarchique des décisions par le centre économique, administratif. Celui-ci déterminerait, premièrement, ce qui doit être produit et comment ce doit être produit ; deuxièmement, la manière dont les choses sont produites ; troisièmement, les hommes qui doivent participer au processus de production, leur choix et l'attribution des postes ; quatrièmement, la répartition des matériaux bruts entre les différentes entreprises. L'ensemble de la production serait

ainsi placé sous une administration politique hiérarchisée. C'est vers cela que tendent à l'heure actuelle la plupart des idées réformatrices économiques. Mais on ne se rend pas compte qu'avec une telle réforme, on resterait sur la même base qu'aujourd'hui et que l'on ne supprimerait pas ses dégâts, mais qu'au contraire on les amplifierait démesurément. On voit ce qui ne va pas avec l'étatisation, avec la collectivisation, avec les coopératives de consommation, avec les coopératives de production de travailleurs ; mais on ne voit pas que l'on ne ferait que transférer sur la gestion collective des moyens de production ce que l'on reproche si lourdement au système capitaliste privé.

Il faut surtout comprendre aujourd'hui que c'est par une telle mesure, par de telles institutions, où qu'elles soient, que devrait pénétrer ce qui aujourd'hui déjà apparaît très clairement dans l'est de l'Europe. En Europe de l'Est, certains individus ont réussi à appliquer ces idées de réformes économiques, à les transposer dans la réalité. Les hommes qui veulent apprendre des faits pourraient comprendre, d'après le destin au-devant duquel va l'Europe de l'Est, comment ces mesures aboutissent d'elles-mêmes à quelque chose d'absurde. Et si les hommes ne s'accrochaient pas à leurs dogmes, mais voulaient réellement apprendre des faits, on ne dirait pas aujourd'hui que la socialisation économique a échoué en Hongrie pour telle ou telle raison mineure, mais on étudierait pourquoi elle ne pouvait pas faire autrement qu'échouer, et on comprendrait que toute socialisation de ce genre ne peut que détruire, qu'elle ne peut rien créer de fécond pour l'avenir.

Mais aujourd'hui, de nombreux cercles ont encore des difficultés à apprendre des faits de cette manière. Cela transparait particulièrement dans des choses que les penseurs socialistes mentionnent souvent entre parenthèses. Ils disent : oui, c'est vrai, la technique moderne a transformé toute la vie de l'économie moderne. Mais s'ils voulaient bien poursuivre ce raisonnement, ils devraient voir le rapport entre la technique moderne et la compétence et la capacité professionnelles. Ils seraient obligés de voir que cette technique moderne intervient partout dans l'activité économique. Mais ils ne veulent pas le voir. Et donc, ils disent entre parenthèses qu'ils ne veulent pas travailler sur l'aspect technique des processus de production, parce qu'il se suffit à lui-même. Ils veulent seulement travailler sur l'art et la manière dont les hommes qui participent aux processus de production s'y tiennent socialement, sur la forme que prend la vie sociale pour les hommes impliqués dans le processus.

C'est pourtant évident – il suffit de vouloir le voir, de comprendre comment la technique elle-même intervient dans la vie économique immédiate. Je ne donnerai qu'un exemple, un exemple classique. Avec la technique moderne, on en est arrivé – pour résumer – à ce que de nombreuses machines fabriquent des produits qui servent à la consommation. Or ces machines dépendent uniquement du fait que 400 à 500 millions de tonnes de charbon ont été extraites pour l'activité économique dans la période qui a précédé l'éclatement de cette catastrophe guerrière. Si l'on convertit ce qui est produit par la machine, qui repose sur des pensées humaines, qui ne peut être utilisée que par des pensées humaines, en énergies économiques, en forces économiques, on aboutit à la conclusion suivante : en prenant pour base des journées de travail de huit heures, on se rend compte que les machines, c'est-à-dire les pensées humaines incorporées dans les machines, l'esprit de découverte, ont produit autant d'énergie de travail, autant de force de travail, que 700 à 800 millions d'hommes.

Si vous songez que la Terre est peuplée d'environ 1500 millions d'hommes qui emploient leurs forces de travail, elle en a gagné, grâce à l'esprit de découverte des hommes durant l'évolution de culture moderne, grâce à l'évolution technique, 700 à 800 millions, ce qui représente le travail de 2000 millions d'hommes ; autrement dit, ces 700 à 800 millions d'hommes ne travaillent pas, les machines travaillent pour eux. Mais qu'est-ce qui travaille dans les machines ? C'est l'esprit humain.

Il est extrêmement important que l'on comprenne parfaitement de tels faits, que l'on peut facilement multiplier. Car de tels faits permettront de comprendre que l'on ne peut pas laisser ainsi la technique entre parenthèses, mais que la technique en tant que telle collabore toujours activement dans le processus économique, qu'elle est au cœur du processus. La vie de l'économie

moderne n'est absolument pas pensable sans la base de la technique moderne, sans la compétence et la capacité professionnelles.

On ne part pas de la réalité, mais d'idées préconçues, issues des passions humaines, quand on ne voit pas de telles choses. L'idée de la triarticulation de l'organisme social est honnête avec la question sociale. Mais elle ne peut pas partir de la même base que ceux qui invoquent des slogans, des programmes de partis. Elle doit parler à partir du factuel. Du fait qu'elle se fonde sur la réalité, elle doit reconnaître que l'activité économique, en particulier dans notre vie compliquée, dépend entièrement de l'initiative de l'individu. Si l'on remplace celle-ci par la collectivité abstraite, cela signifie l'extinction, la mort de la vie de l'économie. L'Europe de l'Est le prouvera si elle reste encore longtemps sous la même domination qu'aujourd'hui. Retirer à l'individu l'initiative qui doit partir de son esprit et voler dans le mouvement des moyens de production, pour le bien de la communauté humaine, signifie l'extinction, la mort de la vie de l'économie.

Mais qu'est-ce qui a engendré les dégâts que nous voyons aujourd'hui ? De par l'évolution moderne de l'humanité, le processus de production moderne, par ses perfections techniques, promeut l'initiative de l'individu, et donc aussi la possibilité que celui-ci dispose de capital et puisse mettre en œuvre le processus économique de sa propre initiative. Quant aux dégâts qui ont accompagné cette évolution, ils ont une toute autre origine. Pour connaître cette origine, il faut se fonder non pas sur le principe de coopération, même quand on pense à des grandes coopératives, mais sur le principe d'association.

Que signifie se fonder sur le principe associatif plutôt que sur le principe coopératif ? Cela signifie ce qui suit : si l'on part du principe coopératif, on prétend que les hommes n'ont qu'à se mettre ensemble, à prendre des décisions à partir de leur collectif, pour pouvoir administrer les processus de production. On décide donc d'abord l'association des hommes, le regroupement des hommes, et ensuite on veut produire à partir de ce regroupement, de cette collectivité d'hommes. L'idée de l'organisme triarticulé part de la réalité et dit : il faut d'abord qu'il y ait des hommes, les hommes qui peuvent produire, qui ont la compétence et la capacité professionnelles. C'est d'eux que doit dépendre le processus de production. Et ces hommes compétents et capables doivent se rassembler et s'occuper de la vie de l'économie sur la base de cette production qui part de l'initiative de l'individu. – C'est le véritable principe de l'association. On commence par produire et on amène ensuite le produit à la consommation sur la base du regroupement des personnes qui produisent.

Que l'on ne voie pas aujourd'hui la différence, la différence radicale entre ces deux principes, c'est en quelque sorte le malheur de notre temps. Car c'est la cause de tout. On n'a pas l'instinct de voir que toute communauté abstraite doit enfouir le processus de production quand elle veut le gérer. La communauté qui va devenir une association peut accueillir ce qui est produit uniquement à partir de l'initiative de l'individu et le répartir socialement entre les consommateurs.

On ne voit pas aujourd'hui le point important qui est à la base de ces choses pour une raison que j'ai déjà indiquée hier : les métaux précieux sont arrivés d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud à peu près à l'époque où, dans l'histoire moderne de l'humanité, se produisaient la Renaissance, la Réforme ; ces métaux ont provoqué le passage de ce qui jusque-là était encore quasiment le seul élément déterminant, l'économie naturelle, à l'économie de l'argent. Ce fut là une révolution économique majeure en Europe, qui a donné naissance à des conditions sous l'influence desquelles nous sommes encore et qui ont en même temps constitué des sortes de voiles ne permettant pas d'apercevoir les vraies réalités.

Examinons de plus près ces conditions. Partons de l'ancienne économie naturelle, bien qu'elle ne soit plus présente dans toute sa plénitude aujourd'hui. Dans le processus économique de l'ancienne économie naturelle, on n'a affaire qu'à ce que l'individu produit et à ce qu'il peut échanger avec ce que l'autre produit. On pourrait dire : une certaine qualité doit régner au sein de cette économie naturelle, où l'on ne peut qu'échanger un produit contre un autre. Car si l'on veut un produit dont on

a besoin, on doit en avoir un que l'on puisse échanger, un produit tel que l'autre l'accepte comme étant de même valeur. Autrement dit, les hommes sont obligés, quand ils veulent avoir quelque chose, de produire aussi quelque chose. Ils sont obligés d'échanger quelque chose qui a une valeur réelle, une valeur réelle évidente.

À la place de cet échange de biens, ayant une valeur réelle pour la vie humaine, est arrivée l'économie de l'argent. Et l'argent est devenu une chose avec laquelle on a une activité économique, avec lequel on a la même activité économique que celle que l'on a dans l'économie naturelle avec les objets réels. Mais en devenant un véritable objet économique, l'argent fait réellement miroiter quelque chose d'imaginaire chez l'homme et, ce faisant, il le tyrannise.

Prenons un cas extrême : l'économie du crédit, à laquelle j'ai fait allusion hier à la fin de mon exposé, s'écoule dans l'économie de l'argent, ce qu'elle a fait diversement dans les derniers temps. Il en ressort par exemple ce qui suit : on veut, en tant qu'État ou en tant que particulier, installer quelque chose comme le télégraphe. On peut demander un crédit, un crédit d'un montant très important. On arrivera à faire cette installation télégraphique. Certaines conditions nécessiteront une certaine masse monétaire. Mais cette masse monétaire devra rapporter des intérêts. Il faut pouvoir assumer ces intérêts. Et dans de nombreux cas, que se passe-t-il au sein de de notre structure sociale – le plus souvent dans l'étatisation, quand c'est l'État qui gère ? Ce qu'on a fabriqué dans le temps et pour quoi on a utilisé l'argent en question est depuis longtemps consommé, n'est plus là, et les gens doivent continuer à payer ce qui jadis a été demandé comme crédit ! Cela signifie : ce qui est dû en tant que crédit a déjà disparu, mais l'activité économique continue à tourner autour de l'argent.

Ces choses ont aussi une importance pour l'économie mondiale. Napoléon III, qui était complètement emballé par les idées modernes, a eu l'idée d'embellir Paris et a fait beaucoup construire. Les ministres, qui étaient ses outils dociles, ont construit. On peut utiliser les revenus de l'État – ils sont arrivés après – pour simplement payer les intérêts. Paris est maintenant bien plus beau, mais les gens paient aujourd'hui encore les dettes contractées jadis ! Autrement dit : une fois que les choses ne constituent plus depuis longtemps la base réelle, l'activité économique continue à tourner autour de l'argent, qui est devenu lui-même un objet économique.

Mais ce phénomène a aussi un côté positif. Dans l'ancienne économie naturelle, il était nécessaire, quand on avait une activité économique, de produire des biens. Ceux-ci étaient évidemment soumis au dépérissement, ils pouvaient disparaître, et on était alors obligé de continuer à travailler, de toujours fabriquer de nouveaux biens si on en avait le besoin. Avec l'argent, ce n'est pas nécessaire. On le donne, on le prête à quelqu'un, on le sécurise. Cela signifie qu'avec l'argent, on a une activité économique entièrement libre de ceux qui fabriquent les biens. L'argent, en quelque sorte, émancipe les hommes des processus économiques immédiats, justement parce qu'il devient lui-même un processus économique. C'est extraordinairement important. Car dans l'ancienne économie naturelle, l'individu était dépendant de l'individu, l'homme était dépendant de l'homme. Les hommes étaient obligés de collaborer, de se supporter. Ils devaient se mettre d'accord sur certaines installations, sinon la vie de l'économie s'arrêterait là. Avec l'économie de l'argent, naturellement, celui qui devient le capitaliste est aussi dépendant de ceux qui travaillent, mais il est tout à fait étranger par rapport à eux. Quelle proximité il y avait, dans l'ancienne économie naturelle, où l'on avait affaire à des biens réels, entre le consommateur et le producteur ! Quel éloignement entre celui dont l'activité économique passe par l'argent et celui qui travaille pour que cet argent puisse produire des intérêts ! Des fossés se sont creusés entre les hommes. Dans l'économie de l'argent, il n'y a plus de proximité entre les hommes. Il faut absolument tenir compte de ces choses si l'on veut comprendre comment il faut à nouveau rapprocher les masses humaines laborieuses, qu'il s'agisse de travailleurs de l'esprit ou de travailleurs physiques, ceux qui vraiment produisent, de ceux qui, par des placements, rendent possible l'activité économique. Mais cela ne peut passer que par le principe d'association, que par un nouveau regroupement des hommes en tant qu'hommes. Le principe d'association est une exigence

de la vie sociale, mais une exigence comme celle que j'ai caractérisée, pas une comme celles qui servent souvent de base aux programmes socialistes.

Et qu'est-ce qui, dans les temps modernes, s'est aussi imposé de plus en plus par le biais de l'économie de l'argent ? Par là, ce qu'on nomme travail humain est aussi devenu dépendant de l'argent. Les socialistes se disputent avec d'autres à propos de la place du travail humain dans la structure sociale. Et on peut fournir de très bons arguments pour et contre ce qui est formulé des deux côtés. On le comprend parfaitement, en particulier quand on a appris, non à penser et à ressentir sur le prolétariat, mais à penser et à ressentir avec le prolétariat ; on le comprend tout à fait quand le prolétariat dit que sa force de travail ne doit plus être une marchandise, quand il dit qu'on ne doit plus tolérer que, d'un côté, on paie des biens sur le marché des marchandises, et que, de l'autre, on paie le travail humain sur le marché du travail sous forme de salaire. Il est bon de comprendre cela. Et il est bon de comprendre pourquoi Karl Marx a trouvé beaucoup de partisans quand il a calculé que celui qui travaille produit une plus-value, qu'il ne reçoit pas le plein bénéfice de sa force de travail, mais qu'il produit une plus-value qui est donnée à l'entrepreneur ; on comprend pourquoi le travailleur, sous l'influence d'une telle théorie, se bat pour cette plus-value. Mais, de l'autre côté, il est tout aussi facile de prouver que le salaire du travail est payé à partir du capital, que la vie de l'économie moderne est entièrement réglée par l'économie du capital, que certains produits rapportent de manière capitaliste, et que l'on paie le salaire du travail, que l'on achète le travail, en fonction de ce qu'ils rapportent ; autrement dit, le salaire du travail est produit par le capital. On peut affirmer tout aussi bien l'une ou l'autre chose. On peut prouver que le capital est le parasite du travail, on peut prouver que le capital est le créateur du salaire du travail, bref, on peut défendre les opinions des partis tout aussi valablement d'un côté comme de l'autre.

Il faut bien voir tout cela. On comprendrait alors pourquoi, à l'heure actuelle, on préfère obtenir quelque chose seulement par les luttes et non pas en avançant objectivement et en clarifiant la situation. Le travail est quelque chose de totalement différent des marchandises, au point qu'on ne peut absolument pas payer avec de l'argent de la même manière pour la marchandise et pour le travail sans provoquer des dégâts économiques. Mais les hommes ne comprennent pas ces rapports. Aujourd'hui, ils n'ont pas encore une vue d'ensemble de la structure économique dans ce domaine.

Il y a aujourd'hui de nombreux économistes qui se disent : quand la masse monétaire – l'argent qui circule, c'est-à-dire l'argent métal ou l'argent papier – est multipliée de manière d'une manière quelconque, l'argent devient bon marché et les biens les plus nécessaires, en particulier, deviennent plus chers. On le voit, et on se rend compte de l'absurdité que représente la simple augmentation de la masse monétaire. Car cette simple augmentation de la masse monétaire – c'est une évidence – ne fait rien d'autre qu'augmenter aussi le prix des denrées alimentaires. On le sait, c'est une spirale sans fin. Mais il y a autre chose qu'on ne comprend pas : dès que l'on paie le travail de la même façon que l'on paie la marchandise, que l'on paie les produits, le travail aspire évidemment, par les luttes, à être de mieux en mieux payé, à être compensé par des salaires toujours plus élevés. Mais l'argent que le travail ramène comme rémunération a la même fonction pour la formation des prix que la simple multiplication de la masse monétaire circulante. C'est cela que l'on devrait comprendre.

Vous pouvez, comme de nombreux ministres des finances l'on fait, plutôt que d'augmenter la production, plutôt que de veiller à ce que la production devienne plus féconde, vous contenter d'apporter des billets, de multiplier la masse monétaire circulante. Il y a alors plus d'argent en circulation, mais tous les produits, en particulier les denrées alimentaires nécessaires, sont aussi plus chers. Cela, les hommes le savent déjà. Ils en déduisent qu'il est absurde de se contenter de multiplier abstraitement la masse monétaire circulante. Mais on ne comprend pas que tout l'argent que l'on dépense uniquement dans le but de payer du travail a un effet direct sur le renchérissement des biens. Car des prix sains ne peuvent se former qu'au sein d'une vie de l'économie autonome. Des prix sains ne peuvent se former que quand ils se développent à partir de la valorisation du travail

humain. C'est pourquoi l'idée de la triarticulation de l'organisme social – que j'expliquerai plus en détail demain – cherche à faire sortir complètement le travail du processus économique

Le travail en tant que tel n'appartient pas du tout au processus économique. Pensez à ce qui suit. Cela semble curieux, paradoxal, quand on le dit, mais l'on prend aujourd'hui beaucoup de choses pour paradoxales alors qu'il faudrait absolument les comprendre. Les hommes se sont beaucoup éloignés de la pensée droite et, de ce fait, ils trouvent tout à fait absurdes beaucoup de choses qu'il faut dire quand on se fonde sur la réalité. Supposez qu'aujourd'hui quelqu'un fasse du sport, un genre de sport, du matin au soir. Il utilise exactement tout autant sa force de travail que quelqu'un qui fend du bois ; il utilise tout autant sa force de travail. Seulement, ce qui importe, c'est qu'on utilise sa force de travail pour la communauté humaine. Celui qui fait du sport ne fait rien pour la communauté humaine, tout au plus, il se fortifie ; mais, de manière générale, il ne l'utilise pas. De manière générale, que quelqu'un fasse du sport n'a pas d'importance pour la communauté, même si cela le fatigue autant que de fendre du bois. Fendre du bois, cela a de l'importance.

Autrement dit, utiliser sa force de travail n'est pas quelque chose qui entre en ligne de compte dans la vie sociale ; ce qui entre en ligne de compte, c'est ce qui est généré par l'utilisation de la force de travail. Ce qu'il faut prendre en considération, c'est ce qui est généré par la force de travail. C'est cela qui a de la valeur pour la communauté. C'est pourquoi, seul peut entrer en ligne de compte dans la vie de l'économie le produit qui est généré par la force de travail. Et l'administration économique ne peut s'occuper que de cela : régler la valeur réciproque des produits. Le travail doit rester totalement en-dehors du cycle de production.

Il doit se fonder sur le droit, sur la base dont nous discuterons demain, où chaque homme majeur doit juger chaque homme majeur en tant qu'égal. Le type, le temps et le caractère du travail sont déterminés par les rapports de droit des hommes entre eux. Il faut sortir le travail du processus économique. Ce dernier n'aura alors plus qu'à se charger de ce qu'on peut nommer la régulation de la valorisation réciproque des marchandises, c'est-à-dire qu'il n'aura plus qu'à décider combien on doit obtenir du travail d'un autre pour son propre travail. Il faudra donc qu'apparaissent des hommes qui se détacheront des associations, qui décideront entre producteurs et autres producteurs, entre producteurs et consommateurs, etc. Et cela, on devra le faire par la formation de prix.

Le travail ne sera absolument pas un domaine à régler à l'intérieur de la vie de l'économie, il sera expulsé de l'économie. S'il reste à l'intérieur de la vie de l'économie, il faut le payer à partir du capital. C'est pour cette raison que, dans la vie de l'économie moderne, on peut appeler cela la recherche du profit, du gain. Car ainsi, celui qui veut fournir des produits économiques est complètement prisonnier d'un processus qui trouve son achèvement dans le marché.

Quelqu'un de véritablement sensé introduira ici une idée, un concept, dont la forme est aujourd'hui très, très erronée. On dit : le producteur capitaliste apporte ses produits sur le marché, il veut profiter. Et après un long moment, des penseurs socialistes ont dit, plus ou moins à juste titre : l'éthique n'a rien à voir avec le fait de produire, seule la pensée économique a à voir avec lui – aujourd'hui, on cherche trop, à partir de points de vue éthiques, moraux, à mélanger le profit, le gain, avec l'éthique. Il ne convient pas ici de parler, d'un côté, uniquement de moral, d'un autre côté uniquement d'économique ; il faut parler du point de vue de la société dans son ensemble. Mais ce que montre le gain, le profit, qu'est-ce donc ? C'est quelque chose dont, dans un contexte économique réel, on ne peut que comparer à la colonne de mercure qui monte quand il fait plus chaud dans une pièce. Quand quelqu'un dit : cette colonne de mercure me montre qu'il fait plus chaud, il sait que ce n'est pas elle qui a chauffé la pièce, qu'elle ne fait qu'indiquer que d'autres facteurs ont fait monter la température dans la pièce. Le gain sur le marché, tel qu'il résulte de nos conditions actuelles de production, n'est rien d'autre non plus qu'indiquer que l'on peut produire des produits qui rapportent un gain. Parce que j'aimerais savoir, aujourd'hui, dans le monde entier, où l'on pourrait trouver un indice montrant qu'il faut produire un produit s'il ne s'avérait pas que,

quand on le produit et le met sur le marché, ce produit rapporte ! C'est le seul indicateur montrant que nous pouvons organiser la structure économique de sorte que ce produit apparaisse. Le seul moyen de se rendre compte qu'il ne faut pas fabriquer un produit est de voir que, si on le met sur le marché, il ne se vend pas ! Les gens ne le demandent pas. On ne gagne rien. – C'est ça la réalité, et non pas toutes les fables et les radotages que l'on a entendu à propos d'offre et de demande dans de nombreuses économies. Dans ce domaine, le phénomène originel, la manifestation originelle, c'est qu'aujourd'hui, seul le fait de rapporter permet à l'homme de se dire : tu peux produire ce produit, car il aura une certaine valeur au sein de la communauté humaine.

Le marché, qui a aujourd'hui cette signification, se transformera quand il y aura un véritable principe d'association au sein de notre vie sociale. Ce ne seront alors plus la demande impersonnelle, dissociée de l'homme, ni l'offre sur le marché, qui décideront si un produit doit être produit ou non ; il émergera de ces associations, par la volonté sociale des hommes qui y travaillent, des personnalités qui s'occuperont d'étudier la relation entre la valeur d'un bien produit et son prix.

Aujourd'hui, la valeur d'un bien produit n'entre pas du tout en ligne de compte dans une situation donnée ; à vrai dire, elle constitue le moteur de la demande. Mais, dans notre vie sociale actuelle, cette demande est très problématique, parce qu'elle se confronte toujours à la question de savoir si les moyens correspondants, les possessions correspondantes, sont eux aussi présents. On peut bien avoir des besoins, mais si on ne dispose pas des moyens nécessaires pour les satisfaire, on ne peut pas du tout les demander. Or il s'agit de créer un élément de liaison entre les besoins humains, qui donnent leur valeur aux biens, aux produits, et les prix. Car la valeur humaine dépend du besoin qu'on a de ce bien. Il faudra que des institutions se dégagent de l'ordre social pour, à partir de cette valeur qui est imprimée aux produits par les besoins humains, former le pont avec le prix qu'ils doivent avoir.

Aujourd'hui, le prix est déterminé par le marché, selon que des gens ayant l'argent nécessaire peuvent acheter ces biens. Un véritable ordre social doit donc être orienté de manière que les hommes qui, en raison de leurs besoins justifiés, doivent avoir des biens, puissent aussi les recevoir, autrement dit, que le prix soit vraiment assorti à la valeur des biens, qu'il lui corresponde. Le marché chaotique actuel doit faire place à une institution qui ne tyrannise pas les besoins des hommes, la consommation des hommes, comme le font les coopératives productives de travailleurs ou les grandes coopératives socialistes, mais qui sonde la consommation des hommes puis détermine comment répondre à cette consommation.

Il est nécessaire à cet effet que, sous l'influence du principe associatif, on amène réellement la possibilité de produire des marchandises de façon qu'elles correspondent aux besoins observés, autrement dit, qu'il y ait des institutions avec des personnes qui étudient les besoins. La statistique n'est qu'un instantané ; elle n'est jamais déterminante pour l'avenir. Il faut d'abord étudier les besoins existants à chaque moment, puis mettre en place les institutions nécessaires pour produire. Le fait qu'un article ait tendance à devenir trop cher indique que trop peu d'hommes travaillent pour cet article. Il convient alors de mener des négociations pour que des travailleurs soient reconvertis et passent d'une autre branche de production à celle-ci, de manière à produire davantage de cet article. À l'inverse, si un article tend à devenir trop bon marché, si son producteur gagne trop peu, les négociations doivent viser une diminution du nombre d'hommes travaillant à cet article. Cela signifie que la satisfaction des besoins devra dépendre à l'avenir de l'art et de la manière de placer les hommes à leur poste. Le prix des produits est conditionné par le nombre d'hommes qui y travaillent. Mais avec de telles institutions, la valeur sera comparable, comparable pour l'essentiel, à la valeur que le besoin humain a attribuée au bien produit.

Nous voyons que la raison de l'homme agira à la place du marché aléatoire, que le prix exprimera ce que les hommes auront négocié, et quels contrats les hommes auront contractés par le biais des

institutions existantes. Nous voyons ainsi que la raison, en remplaçant le hasard qui règne aujourd'hui sur le marché, transformera celui-ci.

Nous voyons que, dès que nous détachons la vie de l'économie des deux autres domaines, dont nous parlerons ces prochains jours, nous parlerons aussi de la relation avec la vie de l'économie, ce qui clarifiera de nombreux points qui ne peuvent pas être clairs aujourd'hui, mais qui le deviendront dès que nous détacherons la vie de l'économie des deux autres, du domaine du droit ou de l'État et du domaine de la vie de l'esprit ; la vie de l'économie reposera ainsi sur une base saine, raisonnable. Car on n'y verra plus que l'art et la manière d'agir économiquement. De cette façon on n'a plus besoin d'intervenir sur le prix des marchandises de sorte que ce prix prenne aussi en compte combien de temps on devrait travailler, combien on devrait travailler ou quel salaire il faudrait verser, etc., mais on n'a plus affaire, dans la vie de l'économie, qu'avec la valeur comparative des marchandises. La vie de l'économie se fonde alors, elle aussi, sur un principe sain.

Ce principe sain doit être préservé pour toute la vie de l'économie. C'est pourquoi, dans cette vie de l'économie, on peut ramener à une base naturelle de bonne qualité ce qui aujourd'hui ne peut être que pure apparence, parce que l'économie est uniquement une économie de l'argent, où l'argent est lui-même un objet de l'économie. À l'avenir, on ne pourra plus avoir affaire avec l'activité économique par l'argent et pour l'argent, car les institutions auront affaire avec les valeurs réciproques des biens. Autrement dit, on reviendra à la bonne qualité des biens, et donc à la capacité de travail, à la compétence de l'homme. Et on ne pourra plus faire dépendre les rapports de crédit de la présence ou de l'absence d'argent, de la présence ou de l'absence de risque ; les rapports de crédit dépendront de la présence d'hommes compétents pour mettre réellement en œuvre, pour produire, l'une ou l'autre chose. C'est la compétence humaine qui aura le crédit.

Du fait que la compétence humaine indiquera la mesure dans laquelle on accordera ce crédit, on ne pourra pas en accorder au-delà de cette compétence. Si vous vous contentez de donner de l'argent et confiez l'activité économique à l'argent, ce qui est ainsi créé peut être depuis longtemps consommé – et l'activité économique continue à tourner autour de l'argent. Si vous donnez de l'argent uniquement pour la compétence humaine, l'activité économique que l'on peut faire avec cet argent s'arrête évidemment avec cette compétence. Nous parlerons de cela ces prochains jours.

Ce n'est que quand la vie de l'économie sera séparée des deux autres domaines, le domaine de droit autonome et le domaine de l'esprit autonome, qu'elle pourra reposer sagement sur ses bases propres. Mais alors, au sein de la vie de l'économie, tout devra aussi résulter des conditions économiques.

Les biens matériels sont produits à partir des conditions économiques. Il suffit de penser à une chose que l'on trouve dans la vie sociale, comme, dirais-je, un déchet de la vie de l'économie, et l'on verra qu'une pensée réellement économique doit se débarrasser de nombreuses choses considérées aujourd'hui comme une évidence dans l'ordre social, pour lesquelles on se bat comme si c'était un progrès.

Tous ceux qui croient comprendre quelque chose de la vraie vie considèrent aujourd'hui encore comme un grand progrès le passage de tous les impôts indirects possibles et des autres recettes de l'État à ce qu'on appelle l'impôt sur le revenu, en particulier à l'impôt progressif sur le revenu. Tous pensent aujourd'hui que le plus juste est évidemment d'imposer le revenu. Et pourtant, aussi paradoxal que cela paraisse à l'homme actuel, cette pensée – que l'on puisse aboutir à une imposition juste par l'imposition du revenu – provient seulement de la confusion qu'a apportée l'économie de l'argent.

On reçoit de l'argent, on s'en sert pour des activités économiques ; par l'argent on se libère de la qualité du processus de production lui-même. D'une certaine façon, on abstrait l'argent dans le processus économique comme les pensées dans le processus de la pensée. Mais on ne peut faire sortir des pensées abstraites, comme par enchantement, des représentations et des sentiments

véritables, pas plus que l'on ne peut faire sortir de l'argent, comme par enchantement, quelque chose de réel, si l'on ne voit pas que l'argent n'est qu'un symbole pour les biens qui sont produits, que l'argent est une sorte de comptabilité, une comptabilité volante, de façon que chaque symbole monétaire corresponde à un bien quelconque.

Nous reparlerons plus précisément de ces questions dans les prochains jours. Mais aujourd'hui, il faut dire qu'une époque qui voit seulement que l'argent devient un objet économique autonome voit surtout dans les rentrées d'argent ce que l'on doit imposer. Or, ce faisant, en réclamant un impôt, on devient coresponsable de l'économie financière abstraite ! On impose ce qui en fait n'est pas un véritable bien, mais seulement le symbole d'un bien. On travaille avec quelque chose d'économiquement abstrait. L'argent ne devient réel que lorsqu'il est dépensé. Là, il l'emporte sur le processus économique, que je le dépense pour mon plaisir ou pour mes besoins physiques et spirituels, ou que je le place dans une banque de sorte qu'il soit utilisé dans le processus économique. Si je le place dans une banque, il s'agit d'une sorte de dépense que je fais – c'est, bien sûr, quelque chose à retenir. Mais l'argent ne devient réel dans les processus économiques qu'au moment où il se détache de ma possession et passe dans le processus économique. L'homme n'a besoin de penser qu'à une chose : il ne lui sert à rien de gagner beaucoup. S'il cache la grosse somme d'argent qu'il a gagnée dans son bas de laine, elle est effectivement en sa possession ; mais elle ne lui sert à rien du tout dans le processus économique. La seule chose utile pour l'homme est la possibilité de pouvoir beaucoup dépenser.

Pour la vie publique, la véritable vie productive, ce qui montre qu'on a beaucoup gagné est justement le fait de pouvoir beaucoup dépenser. Si, dans le système fiscal, on ne veut pas créer quelque chose qui parasite le processus économique, mais que l'on veut créer quelque chose qui soit véritablement un don du processus économique à la collectivité, il faut imposer le capital à l'instant où il est transféré dans le processus économique. Curieusement, il faut donc transformer l'impôt sur les recettes en un impôt sur les dépenses – que je vous prie de ne pas confondre avec des impôts indirects. À l'heure actuelle, ces derniers répondent souvent aux souhaits de certains gouvernants pour le seul motif que les impôts directs, les impôts sur les recettes, ne rapportent habituellement pas assez. Quand ici je parle d'impôts sur les dépenses, la question n'est pas de savoir s'il s'agit d'impôts indirects ou d'impôts directs ; l'important, c'est que l'on impose la somme que j'ai gagnée au moment où elle passe dans le processus économique, où elle devient productive.

L'exemple de l'impôt nous montre immédiatement combien il est nécessaire de transformer sa façon d'apprendre et de penser. La croyance selon laquelle un impôt sur le revenu est préférable constitue un phénomène d'accompagnement du système d'argent qui est apparu dans la civilisation moderne depuis la Renaissance et la Réforme. Si l'on fait reposer la vie de l'économie sur sa propre base, la seule chose importante est que l'activité économique réelle, ce qui est au cœur du processus de production, procure les moyens nécessaires pour travailler ce qui est nécessaire à la communauté. Il s'agira alors d'un impôt sur les dépenses et jamais d'un impôt sur le revenu.

Voyez-vous, comme je le disais hier, on doit apprendre autrement et penser autrement. Jusqu'à présent, dans ces deux conférences, je n'ai pu que vous esquisser certains points, que je développerai dans les quatre suivantes. Celui qui parle de telles choses sait très bien que cela va susciter la réprobation aussi bien à gauche qu'à droite, que pratiquement personne ne lui donnera raison, car toutes ces affaires ont plongé dans la sphère des opinions de parti. Mais on ne pourra pas espérer une guérison tant que ces affaires remonteront à la surface, dans le domaine où les passions des partis se déchaînent, pour envahir le domaine de la pensée factuelle, réellement tirée de la vie.

On aimerait tellement que les hommes, lorsqu'ils luttent contre la triarticulation de l'organisme social, ne jugent pas d'après les modèles des partis, les principes des partis, mais qu'ils s'aident, pour leurs jugements, de l'instinct de réalité. Les opinions et les principes des partis ont diversement détourné les hommes de cet instinct de réalité. C'est pourquoi on refait sans cesse la même

expérience : ceux qui aujourd'hui sont plus ou moins dépendants de la consommation de base comprennent facilement, à partir de leurs instincts, ce que veut réellement une idée de réalité comme celle de la triarticulation de l'organisme social. Mais là-dessus arrivent les dirigeants, en particulier ceux des masses socialistes. Et là, aujourd'hui, on ne peut pas se voiler la face : les dirigeants des masses socialistes ne sont absolument pas enclins à aborder la réalité.

On peut aujourd'hui malheureusement déplorer une chose qui relève aussi, en particulier dans le domaine économique, des urgences de la question sociale : en travaillant pour la triarticulation, nous avons vu comment on parle aux masses et nous nous sommes aperçus que les masses, à partir de leur instinct de réalité, ont bien compris ce qu'on leur disait. Alors, les dirigeants sont venus expliquer : c'est utopique ! En vérité, le problème était simplement que cela ne concordait pas avec les idées qui ont l'habitude, depuis des décennies, de tourner en rond dans leurs têtes ; ils disent donc à leurs fidèles partisans que ce serait utopique, que ce n'est pas la réalité. Malheureusement, à l'heure actuelle, il s'est formé dans ce domaine une puissante croyance aveugle, des groupes de partisans aveugles, un terrible sentiment d'autorité. Il faut dire : le sentiment d'autorité qui est apparu, par exemple, vis-à-vis des évêques et des archevêques de l'Église catholique, n'est rien par rapport au puissant sentiment d'autorité qu'ont les masses de travailleurs modernes vis-à-vis de leurs dirigeants. C'est pourquoi ces dirigeants arrivent assez facilement à faire passer ce qu'ils veulent faire passer.

Mais l'important est de parler de ce qui est honnête dans ce domaine, et non pas de ce qui va dans le sens des modèles des partis. Si je réussis à montrer dans ces conférences que ce que à quoi aspire la triarticulation vise vraiment, honnêtement, le bien de toute l'humanité, sans différences de classe, de catégorie sociale, etc., j'aurai atteint pour l'essentiel ce à quoi, dans de telles conférences, on ne peut qu'aspirer.